

Trump expulse les clandestins et ne fait pas de cadeaux aux émeutiers

écrit par Christian Navis | 13 juin 2025





« Je ne laisserai pas une ville américaine être envahie et conquise par des émeutiers portant des drapeaux étrangers, et ayant pour objectif de poursuivre une invasion de notre pays ». Qu'on aimerait entendre ça en France !

Tout a commencé vendredi 6 juin, lorsque des membres de **l'agence fédérale de l'immigration** sont intervenus dans des zones sensibles de Los Angeles, connues pour y héberger des clandestins hispaniques, délinquants pour la plupart. L'arrestation d'individus recherchés par la police a déclenché des rassemblements de voyous solidaires de leurs acolytes, dans plusieurs quartiers de la mégalopole californienne.

Les fédéraux aidés par la police locale sont intervenus dans la rue, dans des commerces, et sur des parkings, lieux habituels de regroupement de hors la loi de tout

calibre, du voleur à la tire au dealer, du receleur au proxénète, du racketteur de quartier au gros braqueur. Pratiquement tous en situation irrégulière. Sans permis de séjour ni de travail.

Vite submergées par une foule belliqueuse faisant jouer la loi du nombre en sa faveur, les forces de l'ordre ont perdu pied. Il appartenait alors au pouvoir fédéral qui en a le devoir, de rétablir la paix civile en déployant des éléments de la Garde nationale. Une entité militaire de réserve placée sous les ordres du Président, couramment utilisée pour contenir les émeutes. Tandis que les arrestations et les perquisitions sont effectuées par des policiers sous le contrôle de la justice.

Trump y a eu recours comme d'autres présidents depuis 1903, mais à Los Angeles, les arrestations de voyous hispaniques ont été perçues comme une déclaration de guerre par des gens qui croyaient disposer de passe-droits acquis. Du fait de la complicité du gouverneur Gavin Newsom et du laxisme l'ex procureur d'État Kamala Harris. Même s'il y a encore des élus Démocrates responsables comme Karen Bass, la maire de Los Angeles, qui a décrété un couvre-feu sur le centre ville.

Les USA ne sont pas la France où l'on peut impunément brûler des bagnoles, casser des vitrines, piller des magasins, incendier des bâtiments publics, tandis que des gangs ethniques attaquent la police qui n'a pas le droit de riposter.

Les actes de rébellion ont dégénéré avec charges de police et gaz lacrymogènes, en riposte aux jets de projectiles et aux véhicules incendiés. Une centaine de fuyards ont été interpellés grâce aux caméras de rues. La tension s'est concentrée autour de zones symboliques comme le Civic Center de Los Angeles, ensemble

névralgique politique, administratif et judiciaire, déclaré zone interdite. Avec le centre de détention où des bandes de voyous armés ont tenté de prendre d'assaut la prison pour libérer leurs comparses.

Les « progressistes » trouvent brutale la politique migratoire de Trump, visant à renvoyer chez eux les illégaux, et se rangent du côté des émeutiers. Quant à l'intervention de la Garde nationale, parfaitement adaptée à la situation, ils la considèrent comme une provocation dans un État démocrate. Comme si les lois de l'Union ne s'y appliquaient plus !

Ces bons apôtres reprochent aux forces de l'ordre de procéder à des arrestations musclées. Mais comment agir autrement quand les délinquants se rebiffent et parfois utilisent des armes pour tuer du flic. « Kill the pigs ! » Ces hispanophones apprennent vite l'anglais.

Les chochottes gauchistes se disent aussi choquées par le port de cagoules par des policiers. Mais c'est indispensable, comme en France dans les zones à risques, pour éviter des représailles des racailles, s'ils parvenaient à suivre des flics chez eux ou les croisaient dans la rue.

Provocation, répression, solidarité, le tiercé gagnant des gauchistes qui œuvrent contre leur pays.

Depuis le début de son deuxième mandat, Trump est confronté à la vindicte de l'État profond qui n'a pas digéré sa défaite. Au début, c'étaient des combats de cocottes en papier. Des procureurs et des juges abusant de leur pouvoir. Des gouverneurs et des maires bloquant l'application des décrets présidentiels. Des banquiers sabotant le financement des grands chantiers. Des enseignants semant la pagaille dans les universités. Et des journaloux vomissant leur haine fétide sur les

chaînes où ils sévissent.

Insuffisant pour les plus activistes qui ont tenté de paralyser le Président en poussant des *bad boys* à l'insurrection. Avec pour objectif le blocage du pays, englué dans une inversion accusatoire qui qualifie d'agresseurs ceux qui défendent la loi et l'ordre. Pas de quoi intimider Donald. Samedi soir, il a annoncé le déploiement de 2 100 soldats de la Garde nationale à Los Angeles, sans en aviser au préalable le gouverneur. Un peu cavalier mais tout à fait légal.

Le gouverneur [Gavin Newsom](#) est un cancrelat gauchiste. Écolo, réchauffiste, [soutien du Hamas](#), favorable à la discrimination positive, à l'immigration incontrôlée et à la [légalisation des drogues](#), anti bagnoles et pro vaccins covid. Depuis 2016 il a lancé une centaine de procédures contre Trump, lequel envisage de le faire coffrer pour sa complicité avec des délinquants. Une bisbille qui fait le bonheur des Démocrates, ils ont retrouvé un leader, après le départ calamiteux du sénile et la déroute de la bécasse.

Le 10 juin, la Maison Blanche a annoncé l'envoi de 700 Marines et 2.000 membres supplémentaires de la Garde nationale en renfort des militaires déjà présents sur place, pour sécuriser les bâtiments fédéraux et protéger les citoyens victimes collatérales des combats de rues.

Les « progressistes » osent parler de provocation de Trump, dans un État considéré comme un refuge pour les migrants illégaux et un sanctuaire pour les délinquants. Un État de non-droit où des élus Démocrates refusent de coopérer avec les autorités fédérales pour combattre le crime... Cela rappelle les forfaitures de certains politiciens et juges véreux de New York, Boston et Chicago, qui protègent des mafieux italo américains contre le FBI.

Trump, accusé de dérive totalitaire par Newsom et sa bande de bobos allumés, n'a pas innové. La dernière mobilisation des Marines à Los Angeles remonte aux émeutes de 1992, quand Ronald Reagan avait dû rétablir la paix civile.

À l'époque, la situation était plus critique qu'aujourd'hui avec 55 morts, 2300 blessés, 1100 bâtiments détruits, un milliard de dollars de dégâts entre vandalisme et pillages, au cours de **6 jours d'affrontements ethniques**. Noirs contre Blancs, Asiatiques contre Latinos. On avait un peu trop tardé à réagir. Une bonne raison pour traiter aujourd'hui l'incendie à ses débuts, avant qu'il n'embrase tout le comté.

Dépassés par les événements, les Démocrates perdent pied. Tandis que les uns s'insurgent contre les policiers et les militaires déployés dans les rues, d'autres affirment qu'ils ne servent à rien puisqu'ils resteraient en statique dans les bâtiments fédéraux. Mais aucun de ces écolos ne veut endosser la responsabilité des **taxis électriques autonomes** qui furent leur marotte, devenus la proie favorite des casseurs qui les brûlent, produisant une dispersion de fluorure d'hydrogène hyper toxique.

Parti de l'étranger, les Démocrates en appellent à la présidente du Mexique Claudia Sheinbaum. Laquelle exige que les clandestins soient accueillis aux States car selon elle, ils seraient tous des gens honnêtes. Une fine connaisseuse cette Claudia dont le pays **bat des records** de criminalité violente, et où on ne fait plus la différence entre flics et cartels.

Impuissante contre une centaine d'assassinats par jour, elle veut **complaire à ses concitoyens** en suggérant une souveraineté partagée sur des territoires autrefois

mexicains, comme le Texas qui vient d'en appeler à la Garde nationale.

Trump n'a pas encore utilisé son atout maître.

Si ça tourne au vinaigre avec un développement des troubles, comme menacent les Démocrates, il pourrait activer **l'insurrection act**, selon une loi de 1807 qui autorise le président des États-Unis à déployer l'Armée sur tout le territoire pour mettre un terme aux troubles civils, aux insurrections et aux rébellions. **Avec la loi martiale** en vigueur pour sévir contre les émeutiers.

Éric, Marine, Jordan, Sarah, lequel d'entre vous sera le premier à proposer pour l'après Trognon-Maccreux, une telle mesure en France ?

Christian Navis

<https://climatorealist.blogspot.com/>

Ripostelaique.com